

LES FINANCES

PRÉSENTATION DES MESURES LÉGISLATIVES FONDÉES
SUR LE LIVRE BLANC SUR LA FISCALITÉ

[Traduction]

M. Gordon Ritchie (Dauphin): J'ai une question pour le ministre des Finances. Compte tenu de la grande incertitude qui règne dans les affaires et le commerce ainsi que des projets d'expansion à venir prévus dans le Livre blanc sur la fiscalité, quand le ministre a-t-il l'intention de présenter une mesure législative de réforme fiscale fondée sur ce document?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Avec le budget du printemps prochain, monsieur l'Orateur. Je pourrais peut-être préciser ma réponse. Le budget du printemps comprendra une réforme fiscale mais elle ne visera pas nécessairement l'ensemble de la question.

* * *

LE LOGEMENT

AUGMENTATION DE LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS
SOCIAUX—ENCOURAGEMENTS À TERRE-NEUVE

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): J'ai une question à poser au ministre sans portefeuille chargé de l'habitation. Bien que les statistiques indiquent une augmentation du nombre des mises en chantier dans le secteur des logements à loyer modéré, le ministre peut-il nous dire si l'on prend des mesures en collaboration avec les provinces pour intensifier la construction de logements sociaux dont le besoin demeure très aigu dans bien des régions du pays?

L'hon. Robert K. Andras (ministre sans portefeuille): Pendant les années 1969 et 1970, les subventions fédérales en matière de logements sociaux en deux ans auront doublé le nombre total de ces logements par rapport aux 25 années précédentes. Cet effort se poursuivra en 1971 et au-delà. En outre, nous avons offert aux provinces de participer à l'acquisition de logements existants par des baux à long terme dont nous partagerons le coût sous forme de subventions aux logements sociaux. Ainsi, elles n'auront pas à attendre que de nouveaux logements soient construits.

M. Marshall: Une question supplémentaire. Compte tenu du prix élevé de la construction à Terre-Neuve qui retarde l'aménagement de ce type de logements, le ministre envisage-t-il de subventionner l'industrie du bâtiment de cette province afin de provoquer un regain d'activité qui mettrait fin à la pénurie de logements?

L'hon. M. Andras: Monsieur l'Orateur, nous avons commencé à examiner la question cette année. Nous ne manquerons pas de poursuivre nos entretiens avec le gouvernement de Terre-Neuve et avec les représentants de l'industrie du bâtiment désireux d'étudier avec nous des solutions possibles.

M. John Gilbert (Broadview): Une question supplémentaire. Le ministre croit-il qu'une dépense de 60c. par habitant dans le domaine du logement social répond convenablement aux besoins?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

[Le très hon. M. Trudeau.]

LES POSTES

LE RÉTABLISSEMENT DES LIVRAISONS DU COURRIER LE
SAMEDI À LA LUMIÈRE DU RAPPORT DAVEY

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Je voudrais poser une question au ministre sans portefeuille chargé des Postes, à propos de l'importance accordée par le comité du Sénat à l'amélioration des services postaux. Le ministre se propose-t-il expressément de rétablir les livraisons postales du samedi, étant donné l'importance que le comité du Sénat attache à cela dans l'intérêt d'une presse vigoureuse au Canada?

[Français]

L'hon. Jean-Pierre Côté (ministre sans portefeuille): Monsieur l'Orateur, nous avons lu avec intérêt le rapport Davey. Le ministère est en train d'étudier la partie de ce rapport qui le concerne et je crois que la question est un peu prématurée actuellement. Nous en arriverons à certaines conclusions à la suite des études que nous ferons à ce sujet.

MONTRÉAL—LES POURPARLERS AVEC LES ANCIENS
EMPLOYÉS DE G. LAPALME INC.

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Étant donné que le ministre a dit la semaine dernière que le dossier des employés de G. Lapalme Inc. n'était pas classé, pourrait-il dire s'il y a eu des négociations à Ottawa cette semaine et si les anciens employés de G. Lapalme Inc. peuvent toujours conserver l'espoir d'être embauchés par son ministère.

L'hon. M. Côté: Il s'agit là d'une question très délicate, monsieur l'Orateur. Il n'y a pas eu de rencontre avec les ex-employés de G. Lapalme Inc. depuis deux semaines, alors qu'une offre a été faite en prévision de la saison des Fêtes. Nous espérons avoir bientôt des rencontres avec eux.

* * *

LES COMMUNICATIONS

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS AU SUJET DES COÛTS
ACCUSÉS DE CONSTRUCTION DU SATELLITE ANIK

[Traduction]

M. David Lewis (York-Sud): Je voudrais poser une question au président du Conseil du Trésor. Le Conseil a-t-il approuvé ou s'apprête-t-il à approuver une majoration des frais de construction du satellite Anik, le gouvernement ayant accepté la soumission de 30 millions de dollars de la Hughes Aircraft?

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, je crains que l'honorable député ne se rende pas compte que la construction et l'organisation du lancement du satellite ont été confiés à une société de la Couronne. C'est à cette société que doivent être adressées les questions et les demandes de renseignements.